

La diplomatie en quête d'un dénouement « soft ».

Reuters, 7 mai 1997

KINSHASA, 7 mai, Reuter – A la faveur d'une pause dans l'offensive-éclair qui a amené en sept mois les rebelles de Laurent-Désiré Kabila de la frontière rwandaise aux portes de Kinshasa, les médiateurs internationaux s'activaient mercredi pour ménager une porte de sortie honorable au président Mobutu et éviter un bain de sang aux cinq millions d'habitants de la capitale zaïroise.

Selon Nelson Mandela, doyen des médiateurs de la crise zaïroise, les rebelles tiennent la promesse de ne plus avancer sur Kinshasa qui leur a été arrachée lors du sommet Mobutu-Kabila en présence du président sud-africain le week-end dernier au large du Gabon.

De source diplomatique, on situe la ligne de front à 200 km de la capitale, que Mobutu a quitté mercredi sans protocole et sous forte escorte pour assister à Libreville jeudi à un sommet régional qui devrait débattre des modalités de son effacement, devenu l'objectif prioritaire de la diplomatie internationale.

Mobutu, qui était accompagné de sa femme Bobi Ladawa, a fait savoir qu'il regagnerait son pays vendredi, mais une grande partie de la population kinoise semble croire, voire espérer, qu'il n'a pas l'intention d'y revenir et qu'il restera en exil.

De source diplomatique, on explique que le scénario proposé par les médiateurs à Mobutu consiste à confier les rênes du pouvoir au parlement, qui nommera un dirigeant intérimaire chargé de négocier une passation des pouvoirs pacifique.

Des négociations seraient ensuite engagées avec Kabila, qui "jouera un rôle important mais ne sera pas totalement dépositaire du pouvoir" car "on ne peut pas dire à Mobutu de laisser le pouvoir à Kabila comme ça". On ignore si Kabila acceptera de jouer ce jeu, alors qu'il réclame simplement que Mobutu lui remette tous les pouvoirs faute de quoi il déclare qu'il sera contraint de lancer un assaut sur Kinshasa, qui serait nécessairement sanglant.

Emissaires français chez Kabila

Pour conjurer cette perspective, les diplomates impliqués dans les efforts de règlement mettaient mercredi les bouchées doubles. L'émissaire américain Bill Richardson était attendu dans la soirée à Paris où se trouve déjà celui de l'Onu et de l'OUA, Mohamed Sahnoun, pour qui la diplomatie ne dispose que d'une semaine pour éviter un drame.

Le vice-président sud-africain Thabo Mbeki, qui consulte les pays de la région, se trouvait à Luanda, où il a dit croire encore à une nouvelle rencontre d'ici là entre Kabila et Mobutu, comme convenu lors de leur entrevue du week-end dernier.

Paris, qui n'a que très récemment pris ses distances avec le régime autoritaire plus que trentenaire de Mobutu, estime que ce n'est pas "la sortie du président Mobutu" qui est difficile à mettre au point mais l'"issue pacifique" du conflit.

Le gouvernement français, qui "n'exclut aucun contact avec les parties zaïroises", assure que le général en retraite Jeannou Lacaze, qui s'est rendu discrètement mercredi à Kisangani pour rencontrer Kabila, l'a fait "à titre personnel".

Mais, de source diplomatique sur place, on note qu'il est accompagné de l'ancien ambassadeur de France à Abidjan, Michel Dupuch, conseiller du président Jacques Chirac. Il s'agit apparemment des premiers contacts à haut niveau entre rebelles et responsables français.

Le Quai d'Orsay souligne qu'il est d'autant plus nécessaire de trouver une "solution pacifique" à la crise que "des milliers de personnes qui souffrent dans l'est du Zaïre doivent être secourues".

Ces réfugiés hutus du Rwanda "ne sont pas contrôlés par le président Mobutu", souligne Paris en ajoutant que "ce n'est pas lui qui empêche l'arrivée des secours".

Sur place, dans le camp de Biaro, le HCR a annoncé être déjà parvenu à rapatrier 10.000 réfugiés depuis le début du pont aérien vers le Rwanda, le 27 avril.

Mais il affirme qu'il doit réviser à la baisse ses prévisions de vols car des dizaines de milliers d'autres ont disparu ou succombé à leurs blessures, à la faim et à la maladie dans la jungle. Le HCR avait prévu d'en transporter un total de 80.000 et il pense maintenant n'avoir plus affaire qu'à la moitié d'entre eux.